

## VISIOCONFERENCE AVEC LA RECTRICE - 14 JANVIER 2022

### SITUATION SANITAIRE

➤ OS présentes : FO / FSU / SNALC / UNSA

➤ **La rectrice laisse la parole aux OS.**

Les OS rappellent que l'ensemble de la communauté éducative a été impactée par la crise sanitaire, que ce soit avec le confinement ou l'enseignement hybride. Elles réitèrent leur demande d'un plan d'urgence sur trois volets de moyens : humains, matériels et financiers.

La situation s'aggrave avec la 5<sup>e</sup> vague. L'incompréhension des personnels, leur ras le bol et leur colère ont conduit à la grève du 13. Il est regrettable qu'une mobilisation d'ampleur soit le seul moyen d'être reçu par le Premier Ministre (PM). Si aucune amélioration n'intervient dans le quotidien des personnels, le mouvement social s'amplifiera. Elles espèrent donc que la colère a bien été entendue.

Il va falloir revoir le mode de communication ; les protocoles sont appris dans la presse et la précipitation. Le manque d'anticipation est difficile à comprendre. Le fait que le PM ait pris la main jeudi 13 au soir constitue un désaveu du Ministre de l'Éducation Nationale (MEN), et peut démontrer que la situation est prise au sérieux. Elles attendent les déclinaisons des mesures dans l'académie et espèrent que les personnels ne seront pas déçus.

Elles soulignent le succès de la grève d'hier et son côté intersyndical. Les personnels sont à bout et soucieux d'exprimer leurs revendications. C'est le chaos dans les écoles et les établissements qui a conduit à la grève. Pour calmer le jeu, le PM a annoncé des recrutements sur le premier et le second degré sur listes complémentaires mais sans donner de chiffres. Il annonce également des recrutements de contractuels sur des contrats de 6 mois, sans report à la rentrée 2022. Il y aurait un recrutement de 1500 AED et 1500 personnels administratifs. Quelles sont les déclinaisons académiques ?

Le **SNALC** insiste sur le mépris envers les personnels. Dès la rentrée, la rectrice aurait dû convoquer les OS pour montrer l'existence du dialogue social. Mais les infos sont données directement par les médias. Il faut remonter au MEN que cela doit cesser. C'est un manque de respect et de professionnalisme, il faut redonner au dialogue social toute sa place. L'appel intersyndical à la grève de jeudi 13 montre que le MEN fait l'unanimité contre lui dans sa gestion de la pandémie. Depuis 2020, aucune proposition du SNALC n'a été retenue. Les protocoles sont mis en place sans tenir compte de l'avis des personnels de terrain qui sont prêts à multiplier les actions. Le SNALC souhaite sortir de l'audience avec du concret : quel est le plan d'action d'urgence dans notre académie? A-t-il été budgétisé ? Quand sera-t-il mis en place ? Au lycée, les programmes sont lourds et cela va être difficile pour les élèves d'assurer correctement les épreuves de mars. A ce titre, le SNALC demande le report de ces épreuves au mois de juin. L'éducation est sinistrée. Il faut donner aux élèves le goût de repartir à l'école. La jeunesse veut retrouver sa liberté. Une autre grève est prévue dans 10 jours, cela peut aller de mal en pis.

## ➤ Réponses de Mme la rectrice et dialogue avec les OS

La **rectrice** rappelle l'importance du dialogue social et pas seulement dans la gestion de la crise sanitaire. Elle a demandé le 03 janvier qu'un CHSCT soit immédiat et parallèlement a demandé à voir les représentants des CTA.

Elle a perçu l'impact sur le terrain de la situation sanitaire : les absences des enseignants et des élèves, la désorganisation dans les classes et dans les établissements. Elle insiste sur les absences des élèves impactant la continuité pédagogique ainsi que celle des services. Elle souligne sa volonté de réunir les représentants des CTA chaque fois que cela est possible et dit attacher beaucoup d'importance au dialogue social, à la concertation avec les parents d'élèves et les personnels.

Elle entend les messages sur la communication du PM et du MEN et comprend l'insatisfaction de se voir imposer les choses.

Par rapport à la 5<sup>e</sup> vague, les chiffres ont augmenté fortement et ont conduit à mettre en place un conseil de défense et un conseil scientifique au niveau national. Le 31 décembre, a eu lieu une réunion de crise avec le préfet et l'ARS afin de préparer l'accompagnement de la mise en oeuvre nationale sur le terrain. Des cellules départementales ont été mises en place.

Mme la rectrice comprend les difficultés d'avoir les informations la veille de la rentrée. Concernant la journée intersyndicale, elle estime qu'elle est compréhensible, vu la lassitude, le contexte sanitaire existant depuis deux ans déjà. Elle rend hommage aux personnels des services et aux cadres qui sont à ses côtés.

Sur le terrain, les personnels veulent faire au mieux mais ce sont des situations complexes, qui ont bouleversé l'organisation rythmée sur l'année scolaire. Il faut essayer de garder le sens des missions et des engagements vis à vis des élèves en soutenant les personnels, surtout ceux des services.

Concernant la situation sanitaire dans l'académie, la rectrice rappelle les chiffres de l'ARS sur le taux d'incidence moyen de l'Occitanie :

- au 04 janvier : 1445

- au 11 janvier : 2263

ce qui a forcément un impact sur les absences des élèves et des personnels ainsi que sur le nombre de classes fermées. Toutes catégories et tous motifs d'absences confondus, de 8 à 10 % des personnels sont actuellement absents sur l'académie. Au 12 janvier, il y a 393 classes fermées soit 2 % pour le premier et le second degré. Les absences des élèves génèrent des difficultés dans les classes.

Concernant les remplacements, a été décidé dès la rentrée le report de toutes les formations, sauf celles liées aux concours. Les enquêtes ont également été reportées afin d'alléger les tâches des chefs d'établissement (CE) et des directeurs d'école (DE).

Au niveau des recrutements des contractuels enseignants, deux types de personnels sont visés :

- les jeunes encore en études, avec propositions de CDD de 6 mois et accompagnement s'ils se destinent aux métiers de l'enseignement.

- les jeunes retraités, avec contrat à la carte.

Dans le premier degré, on fait appel à la liste complémentaire du concours externe : 16 potentiels recrutements dans l'académie. Le MEN a indiqué que des ajustements seraient possibles sur ce point selon les académies.

Les **OS** demandent si les mesures de report de formation actuellement en place pour une période de 3 semaines seront prolongées ? Car d'après l'ARS, le pic de la vague va être décalé dans l'académie. Et qu'en est il des rendez-vous de carrière ?

La **rectrice** répond que les mesures seront certainement prolongées, à voir lundi le 17 janvier.

Les **OS** demandent si les besoins en recrutement ont été quantifiés car le potentiel de 16 sur liste complémentaire est très faible.

La **rectrice** souligne que, pour le premier degré, les recrutements déjà en place depuis la rentrée répondent aux besoins et que la recherche se fait sur des personnels compétents.

Les **OS** s'interrogent sur la mise en danger des jeunes retraités dans les écoles et également sur la liste complémentaire : qu'en est-il des jeunes qui sont sur liste complémentaire et déjà recrutés par contrat ? Comment cela se passe-t-il d'une académie sur l'autre ?

La **rectrice** répond que la liste complémentaire est académique mais que le MEN a prévu la possibilité d'étudier académie par académie car certaines n'ont aucune liste complémentaire. La secrétaire générale précise que les recrutements ne se feront pas sur cette seule liste de 16 potentiels et reparle des contrats de 6 mois avec un meilleur accompagnement pour les jeunes se destinant aux métiers de l'enseignement. Les **OS** estiment que le problème de l'emploi est indissociable de la crise sanitaire.

La **rectrice** évoque l'appui d'un personnel administratif en plus par circonscription. Elle rappelle la mise en place de 68 médiateurs anti covid (LAC) dans l'académie.

Les **OS** estiment que les renforts des personnels administratifs sont largement insuffisants, car pour la mise en oeuvre des paiements et la prise en charge administrative des contractuels, la DPE 4 explose.

Les agents n'arrivent pas à suivre. La vraie problématique est la sous administration des services dans l'académie, surtout pour les DPE et DPATE. Les personnels sont fatigués.

La **rectrice** répond que la période de novembre – décembre a été lourde pour les gestionnaires RH car il y avait en parallèle la mise en oeuvre des mesures du Grenelle. Elle va voir ce qu'il est possible de faire pour les services administratifs.

Les **OS** enchainent sur la continuité pédagogique et la capacité de faire cours dans les conditions actuelles. Si le confinement n'est pas la solution, ne serait-il pas mieux de fermer dans certaines situations avec beaucoup d'élèves absents pour assurer le meilleur accompagnement possible en faisant uniquement du distanciel ? Qu'en est-il des niveaux 3 et 4 du protocole ? Nous sommes toujours en 2 et le niveau 3 dans le premier degré aurait permis de simplifier les choses, les protocoles ne correspondent pas à la réalité du terrain.

La **rectrice** précise qu'elle place toute sa confiance dans les CE et les DE et que le protocole ne s'applique pas de manière uniforme. Elle rappelle que les CE ont mis en place un plan de continuité pédagogique dans le cadre de leur autonomie et de leur pilotage pédagogique. Elle va en rediscuter avec eux.

Les **OS** indiquent leur exaspération concernant l'enseignement de l'EPS, pour lequel on applique les niveaux 3 ou 4 dans la pratique alors que nous sommes au niveau 2. L'empêchement de la pratique physique est un non sens alors qu'elle est primordiale pour les élèves.

La **rectrice** renvoie à la FAQ pour les activités physiques. Elle rappelle le principe de confiance dans les CE et les DE pour voir ce qui se passe sur le terrain.



Liberté, égalité, fraternité et enseignement. Depuis 1905.